



Pays  
de  
Grasse  
communauté  
d'agglomération



## MISE EN ŒUVRE DU PLAN CLIMAT-ENERGIE TERRITORIAL OUEST 06

### AVENANT N°1 à la CONVENTION DE PARTENARIAT INTERCOLLECTIVITES

Cet avenant est passé entre

La **Communauté d'Agglomération Sophia-Antipolis**, ci-après désignée « la CASA », dont le siège social est situé Mairie d'Antibes, Cours Masséna, 06 600 Antibes; représentée par Monsieur le Vice-Président délégué à l'environnement et la biodiversité par délibération du Conseil Communautaire en date du 26 juin 2017 ;

ET

La **Communauté d'Agglomération Pays de Grasse**, ci-après désignée CAPG, dont le siège social est situé 57 avenue Pierre Sépard, BP 91015, 06131 GRASSE cedex ; représentée par son Président, Monsieur Jérôme VIAUD, ou à défaut, par son représentant, par délibération du Conseil Communautaire en date du 30 juin 2017 ;

ET

La **Communauté d'Agglomération Cannes Pays de Lérins**, ci-après désignée CACPL, dont le siège social est situé à Cannes, en l'Hôtel de Ville, CS 50 044 - 06414 CANNES CEDEX, représentée par son Président en exercice, Monsieur Bernard BROCHAND, lui-même représenté par Monsieur le Vice-Président délégué aux finances et à l'environnement par délibération du Conseil Communautaire en date du 21 juin 2017 ;

ET

La **Commune d'Antibes-Juan-Les-Pins**, sise Cours Masséna à Antibes, représentée par son Maire, M. Jean LEONETTI, Député des Alpes Maritimes, ou à défaut, par son représentant, par délibération du Conseil Municipal en date du ;

ET

La **Commune de Cannes**, dont le siège social est situé Hôtel de ville, place Bernard Cornut Gentile, CS 30140, 06406 CANNES cedex ; représentée par son Maire, Monsieur David LISNARD ou à défaut, par son représentant, par délibération du Conseil Municipal 17 juillet 2017 ;

ET

La **Commune de Grasse**, dont le siège social est situé en Mairie de Grasse, BP 12069, 06131 GRASSE cedex ; représentée par son Maire, Monsieur Jérôme VIAUD, ou à défaut, par son représentant par délibération du Conseil Municipal en date du 27 juin 2017 ;

Ces partenaires sont désignés par les termes suivants : « collectivité » ou « partie » ou « signataire ».

### **OBJET DU PRESENT AVENANT N°1**

L'objet du présent avenant N°1 est de préciser les modalités de partenariat entre les six signataires concernant l'animation du PCET Ouest 06 pour la période du 1<sup>er</sup> septembre 2017 au 24/12/2019, date de fin de la convention initiale.

Il porte sur la mise en commun des moyens humains et de communication et la gouvernance du PCET Ouest 06, à savoir :

- la mutualisation du poste de chargé de mission pour la période du 1<sup>er</sup> septembre 2017 au 24/12/2019,
- la clé de répartition financière relative aux coûts du poste mutualisé,
- la clé de répartition financière relative aux coûts de communication commune,
- la composition du comité décisionnel et les modalités de prises de décisions.

### **LES ARTICLES SUIVANTS SONT AINSI MODIFIES :**

#### **Article 4.3.1 : Composition du comité décisionnel**

Il est composé des élus référents PCET et de la direction générale des parties finançant le poste de chargé de mission mutualisé.

Il peut s'adjoindre toute personne qu'il jugera compétente pour l'assister dans sa mission.

#### **Article 4.3.2 : Fonctionnement du comité décisionnel**

En cas de vote chaque collectivité dispose du nombre de voix correspondant à sa participation financière, à savoir :

<b>Signataires</b>	<b>CAPG</b>	<b>CACPL</b>	<b>CASA</b>	<b>Antibes</b>	<b>Cannes</b>	<b>Grasse</b>
<b>Répartition</b>	1/3	1/3	1/3	0	0	0

Les élus ont la possibilité de se faire représenter, en donnant un pouvoir à un élu membre du comité décisionnel ou à un agent qu'il aura désigné.

Les décisions sont prises à la majorité.

Le comité décisionnel se réunira en tant que de besoin, tout au long de la démarche.

#### Article 4.3.3 : Rôle du comité décisionnel

Le comité décisionnel prend toutes les décisions relatives à la programmation technique et financière des actions communes, des actions de communication et à la révision du PCET commun.

Il définit la feuille de route du chargé de mission mutualisé en veillant au principe d'équité énoncé dans l'article 6 de la présente convention.

Les membres s'assurent de la coordination opérationnelle et budgétaire des actions communes programmées avec leur collectivité.

En l'absence d'un comité décisionnel spécifique à une action donnée, il prend les décisions relatives aux orientations, objectifs, phasage, budget, et mise en œuvre des actions.

### **ARTICLE 6 : PRINCIPE D'EQUITE RELATIF A L'ANIMATION DES ACTIONS COMMUNES**

Par principe, les parties finançant le poste de chargé de mission mutualisé doivent pouvoir bénéficier de manière équitable, au prorata de leur participation financière, du temps de travail du chargé de mission mutualisé, dans la mesure où elles s'engagent dans des actions communes.

Le plan de charge du chargé de mission sera défini par le comité décisionnel.

La programmation des actions communes intégrera ce principe d'équité entre les partenaires engagés.

#### **Article 8.1 : Détermination de la nature des coûts prévisionnels relatifs à la mise en œuvre du PCET commun**

La mise en œuvre du PCET commun requiert une animation territoriale et une communication commune.

Durant la première période, de septembre 2014 à août 2017, le coût du poste de chargé de missions (charges de fonctionnement et charges salariales) s'élevait à 60 336,16 € par an, soit 181 008,49 € TTC pour 3 ans.

Le coût du poste de chargé de mission (charges de fonctionnement et charges salariales) pour la période du 1<sup>er</sup>/09/2017 au 24/12/2019, s'élève à 62 982,46 € par an TTC, soit 141 710,54 €TTC pour 27 mois. (Détail des coûts en ANNEXE 3)

Le plan de communication commun et les dépenses afférentes seront décidés annuellement en comité décisionnel.

En fonction des actions, il sera fait appel à une assistance à maîtrise d'ouvrage, à la réalisation d'études et d'investissement dont les coûts seront mutualisés par les partenaires engagés dans l'action, et prévus au budget spécifique de chaque action.

#### Article 8.2.1 : Clé de répartition pour le poste de chargé de missions

Les signataires suivants s'acquittent des charges liées au poste de chargé de missions mutualisé selon la clé de répartition suivante :

<b>Signataires</b>	<b>CAPG</b>	<b>CACPL</b>	<b>CASA</b>	<b>Antibes</b>	<b>Cannes</b>	<b>Grasse</b>
<b>Répartition</b>	1/3	1/3	1/3	0	0	0

#### Article 8.2.2 : Clé de répartition pour les dépenses de communication commune

Les signataires suivants s'acquittent des charges liées à la mise en œuvre de la communication commune, selon la clé de répartition suivante :

<b>Signataires</b>	<b>CAPG</b>	<b>CACPL</b>	<b>CASA</b>	<b>Antibes</b>	<b>Cannes</b>	<b>Grasse</b>
<b>Répartition</b>	1/3	1/3	1/3	0	0	0

### **ARTICLE 16 : ANNEXES**

Les annexes suivantes restent inchangées :

- Le coût détaillé du poste de chargé de mission mutualisé sur 3 ans (Annexe 1)
- Une convention type de partenariat pour les actions communes nécessitant des prestations extérieures (Annexe 2)

Est annexée au présent avenant n°1, l'annexe n°3 suivante :

- Le coût détaillé du poste de chargé de mission mutualisé sur la période du 1<sup>er</sup>/09/2017 au 24/12/2019 (Annexe 3)

### **L'ARTICLE SUIVANT EST AJOUTE**

Article 2.1.3: Conditions d'emploi du chargé de missions sur la période du 1<sup>er</sup> septembre 2017 au 24 décembre 2019

La CASA s'engage à poursuivre le portage du poste de chargé de mission sur la période du 1<sup>er</sup> septembre 2017 jusqu'au 24 décembre 2019.

Le lieu de travail du chargé de missions reste basé dans les locaux de la CASA, situés 449 route des crêtes 06901 Sophia Antipolis.

Il est soumis aux droits et obligations des fonctionnaires tels que définis par la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires et à la réglementation relative au cumul d'emplois.

Les conditions salariales sont celles en vigueur à la CASA.

La CASA prendra, pour le chargé de missions, les décisions relatives aux congés, à l'organisation de ses conditions de travail, à ses accidents de service ou maladies professionnelles, à ses formations relatives à la mise en œuvre du droit individuel à la formation, à ses Réductions de Temps de Travail, à son évaluation ainsi que les mesures disciplinaires, le cas échéant.

**TOUS LES AUTRES ARTICLES DE LA CONVENTION INITIALE ET DE SES ANNEXES (1 ET 2) RESTENT INCHANGES**

Le présent avenant N°1 comporte 6 pages, dont l'annexe 3 fait partie intégrante.

Fait à Valbonne Sophia Antipolis, le

En six exemplaires originaux

**Pour la Communauté d'Agglomération  
Cannes Pays de Lérins,  
le Vice-président délégué aux finances et  
à l'environnement**

**Pour la Commune de Cannes,  
Madame la 6<sup>ième</sup> adjointe  
MARIE POURREYRON**

**Monsieur le Président de la Communauté  
d'Agglomération  
Pays de Grasse**

**Monsieur le Maire de la Commune de  
Grasse**

**Pour la Communauté d'Agglomération  
Sophia Antipolis,  
Monsieur le Vice-Président délégué à  
l'environnement et à la biodiversité  
LIONNEL LUCA**

**Monsieur le Maire de la Commune  
d'Antibes Juan-Les-Pins,  
JEAN LEONETTI**